

AVEYRON RÉFÉRENCES

En direct des agriculteurs du réseau

Juin 2011



Demain en Aveyron, comment seront nos exploitations et notre environnement social ?

A ces questions, certainement un peu vastes, 25 agriculteurs réunis dans les groupes références ont donné leurs avis ce printemps. Cette synthèse reprend avec fidélité les idées discutées au cours d'échanges particulièrement fructueux.



Bonne ambiance pour réfléchir avec le groupe Références Ségala

Au cours d'un entretien collectif, 9 suggestions leur ont été soumises. Elles concernent les perspectives de leurs exploitations mais aussi leur vision de l'agriculture locale à l'échéance de 5 à 10 ans (après 2015). Sur chaque proposition, tous ont d'abord donné leur choix personnel parmi les options présentées, puis ont expliqué leurs réponses. Le débat a ensuite été engagé avec le groupe.

• Produire plus ?

1/4 seulement sont affirmatifs à cette proposition. Plus de la moitié ne pensent

pas produire plus. Quelle que soit leur localisation géographique, les avis sont partagés en bovin lait et viande, plus majoritaires pour le «non» en ovin lait et viande.

Ceux qui ont répondu « non » disent être en croisière, avec un bon équilibre en place ou seulement à optimiser : la taille de leur structure est en adéquation avec la main d'œuvre présente. L'un d'eux explique qu'il termine la mise en œuvre d'un gros projet et qu'il n'en envisage pas de nouveau d'ici 5 ans. Un dernier précise bien qu'à ce jour rien n'est prévu mais l'éventualité d'un changement

n'est pas écartée. Dans les réponses «non» ou «partagé», la main d'œuvre à la baisse dans le futur et la recherche de qualité de vie sont souvent citées comme explicatives. A l'inverse, un agriculteur qui cherche un associé en remplacement du père bientôt en retraite envisage d'accroître sa production jusqu'au potentiel de sa ferme. Des réponses «non» ou «partagé» sont justifiées par les limites de production dans le cadre de l'Interprofession de Roquefort.

Quelques réponses «non» sont particulières : un agriculteur passe en bio, il va produire moins. Deux autres vont limiter la production pour ne pas passer au réel, un dernier pour continuer d'accéder à la prime à l'herbe.

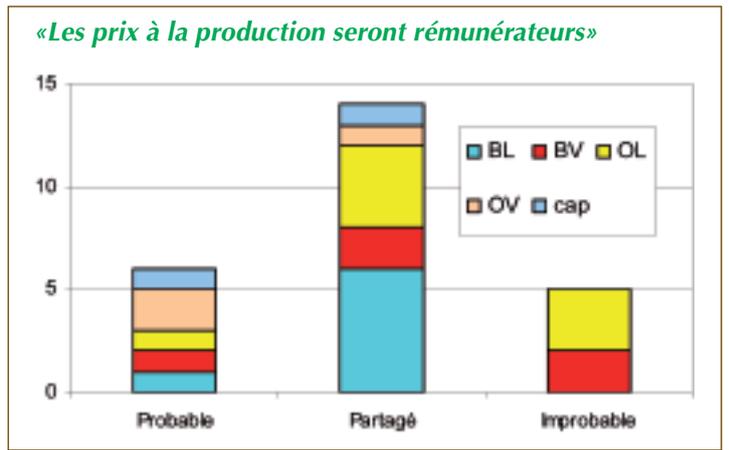
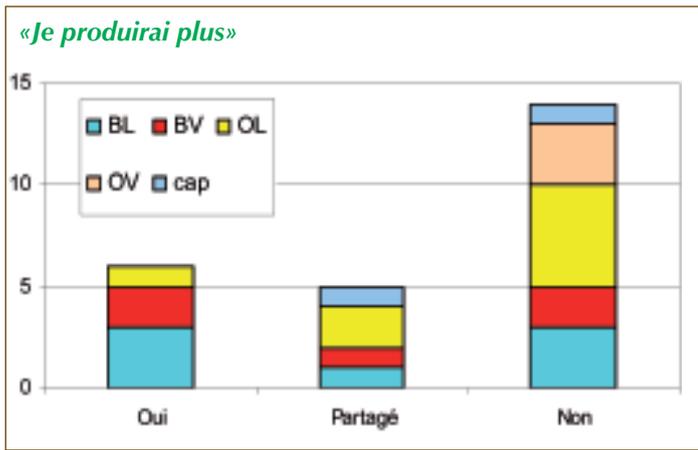
6 agriculteurs pensent produire plus ; soit ils sont en phase de développement suite à un projet (bâtiment, spécialisation en cours, potentiel d'intensification en bovin viande), soit ils espèrent profiter de la disponibilité en lait de vache à condition qu'ils puissent s'agrandir en surfaces.

25 agriculteurs ont donné leur avis

Ils sont dans 23 exploitations différentes :

- 7 bovins lait, 5 bovins viande, 8 ovins lait, 3 ovins viande, 2 caprins
- 5 en agriculture biologique, 5 en circuits courts pour une partie de leurs produits
- 17 spécialisés, 8 diversifiés en double troupeau ou hors sol
- 13 en Ségala, 7 en Lévezou, 5 en Causses Nord ou Séveragais.

Cet échantillon n'est absolument pas représentatif, il nous permet seulement de percevoir des sensibilités, des postures et des questionnements face à l'avenir.



• **Les démarches qualité sont privilégiées**

Cette question donne lieu à 37 réponses au total en lien avec les différents produits vendus. Une large majorité vend ou souhaite vendre ses produits en circuits courts ou démarqués. 7 exploitations spécialisées ne vendent actuellement que des produits «standards» (2 caprins, 5 bovins lait). Les autres vendent déjà ou vendront au moins un produit sur les autres marchés : lait de brebis en AOC Roquefort, vaches de réformes ou Veaux d'Aveyron ou agneaux en Label, vente directe en volailles, canards gras, agneaux ou vaches, lait de vache ou de brebis en bio. A noter que deux producteurs de lait de vache et deux en lait de brebis vont débiter la vente en circuits courts. A l'avenir, seuls figurent parmi les produits standards le lait de vache et de chèvre, et les jeunes bovins repoussés.

Les agriculteurs croient dans le développement de circuits commerciaux valorisateurs avec retour au producteur, d'actualité en AOC Bleu des Causses ou agneau bio. La vente directe a du poten-

tiel en ce sens, individuellement ou en petits collectifs (3-4 personnes).

Les producteurs de lait de vache et de chèvre en conventionnel sont insatisfaits du lait standard. Ils n'ont cependant pas le sentiment de faire «un produit industriel» mais ils se disent sans perspective et dépendants de l'attitude des entreprises d'aval. L'un d'eux se tourne partiellement vers la vente directe, un autre évoque la démarche lait montagne (bien trop imprécise à la date d'enquête). Ils vont plus loin : pourquoi ne pas s'orienter vers un produit qui serait valorisé par sa qualité, avec un «vrai» cahier des

charges (ex : mettre en avant le pâturage), voire produire moins et mieux. En Ségala, ils ne manquent pas de faire référence à la démarche efficace en Label Veau d'Aveyron et dont l'origine est la volonté et l'action locale d'un groupe d'hommes.

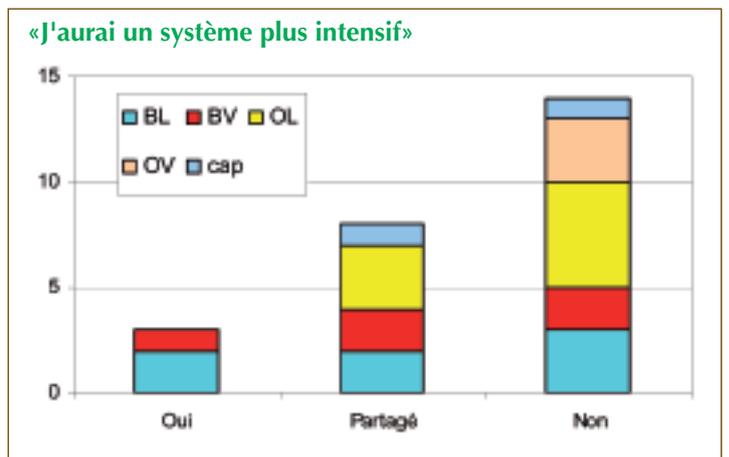
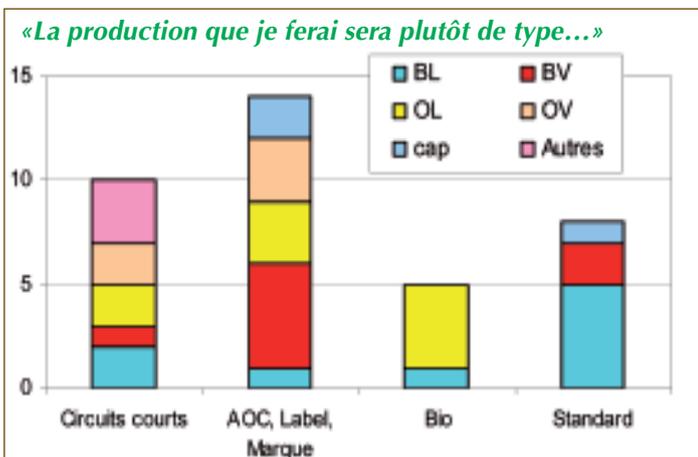
Tous affirment que les démarches qualité apportent une assurance face aux crises.

• **Peu optimistes sur les prix de vente**

Les avis sont majoritairement très partagés. Quelques éleveurs bovin viande et ovin lait (dont un bio) pensent même qu'il est improbable que les prix soient rémunérateurs. Ils ajoutent que les industriels font pression sur les prix car ils sont susceptibles d'acheter ailleurs.

Un petit groupe est plus optimiste face à la demande croissante en produit alimentaire. Certains pensent aussi qu'être impliqué dans la commercialisation permet d'avoir plus de poids sur le prix. C'est totalement le cas en vente directe et, à moindre échelle, pour les Labels où l'éleveur est associé à la vente dans le contact auprès des consommateurs.

Quelques illustrations de démarches qualité



Globalement, les producteurs évoquent toute l'incertitude qui plane sur les prix des produits, mais aussi sur les aides futures et les charges, qui se traduisent par «la difficulté à se projeter dans l'avenir». Certains redisent encore la nécessité de la maîtrise technique...

• Probablement moins intensifs

Quelques enquêtés pensent intensifier pour viser le potentiel de production de leurs surfaces tout en produisant plus de lait ou de viande, d'autant plus si les prix sont plus rémunérateurs. Cette éventualité, ainsi que le niveau de aides futures donnera l'orientation à ceux qui ont un avis partagé. Parmi ceux qui ont répondu non, certains estiment qu'ils sont déjà au chargement maximum, d'autres sont en phase de désintensification (en passant au bio, par exemple) ; Plusieurs sont limités par la main d'œuvre et quelques uns préfèrent continuer à travailler en système moins intensif, plus facile à conduire.

On remarque que les réponses ont été spontanément données en raisonnant à structure constante, sans jamais évoquer d'agrandissement, fréquemment à l'origine d'un chargement moindre.

• Vers l'accroissement du salariat

Dans les cas de changements prévus, comme retraite d'associé ou arrêt probable de bénévole, l'avenir passe toujours par le remplacement de la main d'œuvre actuelle. Le plus fréquemment, il y aura recours à l'embauche d'un salarié à temps partiel : ce temps partiel est expliqué dans plusieurs cas par la difficulté à rémunérer un salarié à temps plein ; pour un autre, il s'agit d'assurer le remplacement occasionnel de l'exploitant resté seul. Une autre situation est la recherche prochaine d'associé. Quant à l'anticipation de ces changements, elle est fort variable.

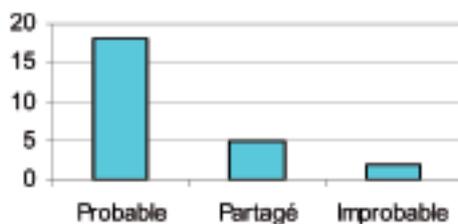
• Souhait de spécialisation, potentiel en diversification

La proposition soumise à la discussion est «Les exploitations seront davantage spécialisées». Les avis donnent une tendance à plus de spécialisation pour les exploitations diversifiées. Certaines sont déjà dans la démarche avec suppression d'un atelier (ex : suppression du troupeau secondaire bovin viande). C'est le moyen d'alléger et sécuriser le travail.

Mais, à l'inverse, des enquêtés pensent qu'ils auront recours à la création d'une activité supplémentaire en cas de besoin, dès lors que la main d'œuvre est, chez eux, suffisante. Cette option serait prise en cas de baisse marquée du revenu ou pour pallier à des charges de structure trop élevées ou pour payer un salarié. La diversification s'accroît également en vente directe pour répondre à la demande de la clientèle. Toutefois, elle est majoritairement improbable pour des structures actuellement spécialisées.

• Petites et grandes structures : les écarts s'accroissent

«Les écarts de volume de production entre les exploitations seront plus importants qu'aujourd'hui».



Certains pensent que de petites structures vont continuer à exister voire se multiplier dans le cadre de circuits courts, ou, plus largement, dans le cas de produits fortement rémunérateurs ou encore de conduites en pluriactivité.

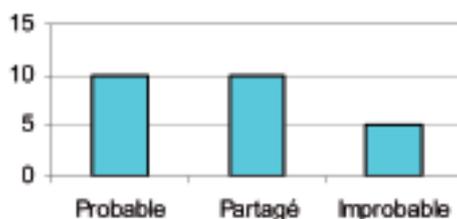
Les avis sont majoritaires sur l'écart entre exploitations qui va s'accroître car «les grosses vont continuer à grossir» en suivant la tendance actuelle, facilitée par les réglementations sur les transferts de droits à prime. Toutefois, la taille restera modérée par unité de main d'œuvre. Un

agriculteur rajoute que ce sera une dominante de structures à plusieurs associés exploitants plutôt que des unités avec un chef d'entreprise et plusieurs salariés.

Sont évoquées plusieurs interrogations : sur la conception du métier, sur la «gestion des relations humaines» au sein du collectif travail et sur le portage du foncier et des capitaux, la transmission de l'outil qui fait dire à certains qu'il faudra développer voire inventer des formules de gestion (GFA, autres...). Ces interrogations expliquent l'avis «partagé» de quelques uns, incrédules quant à se détacher du patrimoine pour les Aveyronnais !

• Croire encore au collectif

«Les agriculteurs seront plus organisés collectivement qu'aujourd'hui».



La discussion démarre spontanément sur la mécanisation. Dans ce domaine, certains pensent «improbable» plus d'organisation collective car les grandes structures vont se suffire à elles-mêmes ou demanderont plutôt des services individuels à une entreprise. D'autant plus que les CUMA, disent-ils, ont déjà des difficultés à répondre à des besoins différents selon les tailles des exploitations. Les avis sont plus optimistes sur le collectif lorsque le champ s'élargit à la main d'œuvre : exemple cité des grou-



Chantier d'ensilage, un véritable travail en équipe

pements d'employeurs en cours de développement. Par contre, on retrouve là les CUMA dans le cadre des services complets : en effet, la taille plus importante des structures conduira vers la spécialisation des exploitants sur le troupeau et la délégation des travaux aux surfaces.

Entre les deux tendances apparaît tout le poids de l'individualisme qui monte dans la société actuelle à opposer à l'envie d'échanger avec les voisins. L'entraide sera-t-elle circonscrite aux petites structures ?

Un agriculteur résume ainsi ces propos «les exploitations qui grossissent s'éloignent, s'individualisent. Elles recherchent plus l'économique que l'humain» Des organisations collectives vont aussi exister dans d'autres domaines : vers l'aval dans le cadre des contrats de commercialisation, contraints ou volontaires, ainsi qu'au travers de petits groupes locaux de bénévoles mobilisés pour négocier des commandes groupées d'intrants.

Malgré les nombreux commentaires pessimistes, la majorité des agriculteurs enquêtés veut encore croire à l'organisation collective.

• S'investir dans la dynamique rurale

Les enquêtés pensent globalement qu'ils apportent de la dynamique dans leur commune. Mais, ils sont moins nombreux et leur poids s'amenuise. Malgré tout, des jeunes agriculteurs s'installent et vont participer à la vie locale. Ainsi donc, pour être vraiment actif dans cette dynamique, il faut être plus motivé. Les

Le Réseau Références en Aveyron

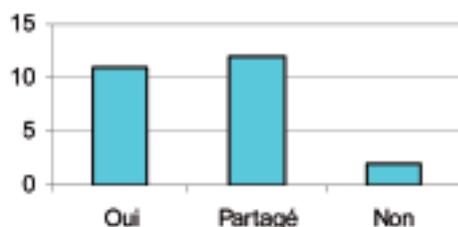
En Aveyron, près de 60 exploitations contribuent activement à la connaissance des systèmes d'exploitation au travers du recueil annuel des informations sur le fonctionnement de leurs structures. Ils discutent leurs résultats et réfléchissent au sein de 4 groupes géographiques sur des thèmes technico-économiques soit individuels tel le projet de l'un d'eux, soit collectifs comme leur appréciation de la méthode coût de production. Les conclusions sont largement diffusées aux éleveurs ou techniciens, tout particulièrement dans des articles de la presse agricole.



L'agriculture, bien présente en milieu rural !

plus pessimistes évoquent le manque de disponibilités ou la régression du bénévolat associatif. D'autres signalent l'obligation de s'impliquer pour défendre des intérêts dans la gestion du foncier, par exemple, ou plus largement, pour être acteur dans les décisions politiques qui vont concerner la profession, même si il est devenu difficile de peser en tant que minorité.

«Les agriculteurs contribueront au dynamisme de leur commune»



De nombreux participants indiquent qu'il y a nécessité de s'ouvrir aux autres milieux, de montrer les fermes, d'expliquer les conduites des productions pour contrer des opinions négatives. Leur place dans l'accueil de touristes serait à développer collectivement comme le propose plus particulièrement le groupe autour des lacs, plus sensibilisé. Il faut par exemple profiter des opportunités (tel le déneigement, etc.) pour démarrer des échanges. Toutes ces idées vont dans le sens de la qualité de vie dans son milieu.

• Autres perceptions

Le sujet de la PAC n'a volontairement pas été inclus dans le questionnaire, les participants l'ont toutefois soulevé en fin de journée. Ils se disent inquiets sur le futur des aides, pas tant sur le montant que sur les contraintes qui vont y être associées. «la PAC, c'est chaque fois un peu plus compliqué». Mais ils espèrent que le lien entre leur rôle de producteur de bien alimentaire et le maintien de la qualité de l'environnement sera reconnu.

Sur cette séance de discussion, les agriculteurs des groupes enquêtés ont apprécié d'échanger leurs points de vue sur ces thèmes alors qu'ils n'ont guère l'occasion de le faire de manière aussi large.

Ils soumettent même d'autres sujets à lancer à la réflexion comme les rôles que peut avoir l'agriculture dans la production d'énergie, sur le paysage. Leurs ressentis contribuent à une meilleure compréhension ou bien interrogent sur quelques points d'évolution tendancielle de l'agriculture en Aveyron.

Dominique Delmas
 Claudine Murat
 Jean-Christophe Vidal
 et Michel Weber
 Conseillers références et entreprises
 Chambre d'Agriculture
 de l'Aveyron